



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
Service Environnement Risques

Digne-les-Bains, le 25 AVR. 2012

**ARRETE PREFECTORAL N° 2012- 924**  
portant approbation de la révision du plan de  
prévention des risques naturels prévisibles de la  
commune de Corbières.

**LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE**

**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 562-1 à L. 562-9, R. 562-1 à R. 562-10 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles et R. 123-1 à R. 123-23 relatifs à la procédure et au déroulement de l'enquête publique ;
- VU le code de l'urbanisme ;
- VU le code de la construction et de l'habitation ;
- VU le code des assurances ;
- VU le décret du 1er avril 1961 portant approbation des plans des surfaces submersibles de la vallée de la rivière de la Durance dans le département des Basses Alpes;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation ou à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU le décret n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde pris pour l'application de l'article 13 de la loi n°2004-881 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2006-1706 du 20 juillet 2006 prescrivant la révision du plan de prévention des risques naturels de la commune de Corbières ;
- VU les délibérations et avis formulés par les personnes publiques consultées sur le présent plan au titre de l'article R.562-7 du code de l'environnement ;

- VU** l'arrêté préfectoral n°2011-794 du 27 avril 2011 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique portant sur le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Corbières ;
- VU** les pièces constatant que l'arrêté du 27 avril 2011 susvisé a été publié, affiché et a fait l'objet d'un avis inséré, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux diffusés dans le département ;
- VU** les conclusions motivées du rapport du commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique qui s'est déroulée du 23 mai 2011 au 21 juin 2011, son avis favorable sans réserve ni recommandations;
- VU** les modifications mineures apportées au projet de plan de prévention des risques naturels à l'issue de l'enquête publique ;
- VU** le rapport de synthèse de la Direction Départementale des Territoires, Service Environnement et risques;

**CONSIDERANT** que le présent plan de prévention des risques naturels prévisibles est une servitude d'utilité publique et, qu'à ce titre, il est établi sur la base de la connaissance de l'occupation existante des sols à la date de son approbation ;

**CONSIDERANT** que les avis reçus et les observations déposées lors de l'enquête publique justifient des adaptations limitées du projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles ;

**SUR** la proposition de la Directrice de la Sécurité et des Services du cabinet de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence ;

### **ARRETE :**

#### **ARTICLE 1 :**

Est approuvée telle qu'elle est annexée au présent arrêté, la révision du plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Corbières.

Ce plan comprend deux sous-dossiers, l'un afférent au risque incendies de forêt, l'autre aux risques inondations, y compris inondations torrentielles et par ruissellement, mouvements de terrain, y compris les glissements de terrain, chutes de pierres et de blocs rocheux, mouvements provoqués par l'hydratation et la déshydratation des sols, séismes. Chaque dossier comporte :

- un rapport de présentation,
- un règlement,
- les cartes d'aléas,

- les cartes des enjeux,
- les cartes de zonage réglementaire des risques.

### **ARTICLE 2 :**

Ce plan de prévention des risques naturels prévisibles vaut servitude d'utilité publique et devra être annexé au plan local d'urbanisme de la commune conformément aux dispositions des l'articles L.126-1 et R.123.22 du code de l'urbanisme.

### **ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté ainsi que le plan de prévention qui lui est annexé seront tenus à la disposition du public :

- en mairie de Corbières tous les jours ouvrables et aux heures d'ouverture de la mairie ,
- en préfecture des Alpes-de-Haute-Provence -Cabinet ( Service Interministériel de Défense et de Protections Civile ),
- en Direction Départementale des Territoires des Alpes-de-Haute-Provence ( Service Environnement et Risques ).

### **ARTICLE 4 : Publicité**

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur mention du présent arrêté sera :

- publiée au recueil des actes administratif de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence ;
- publiée dans les deux journaux locaux “ la Provence ” et “ La Marseillaise ” par un avis inséré par les soins et aux frais de l'État.
- affichée aux lieux habituels d'affichage et éventuellement dans tout autre lieu, à la Mairie de Corbières, ainsi qu'au siège du syndicat mixte d'études et de programmation de la région de Manosque pendant une durée minimum d'un mois selon tous les procédés en usage ; procès-verbal de cette formalité sera dressé par les soins du maire de la commune et du président du syndicat mixte.

### **ARTICLE 5: Exécution :**

Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur de la Sécurité et des Services du cabinet de la préfecture, le Directeur Départemental des Territoires , le maire de la commune de Corbières, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil Général des Alpes-de-Haute-Provence,
- Monsieur le Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- Monsieur le Président du Syndicat Mixte d'études et de Programmation de la région de

Manosque,

- Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture des Alpes-de-Haute-Provence,
- Monsieur le Président du Centre de la Propriété Forestière Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes-de-Haute-Provence,
- Monsieur le Président de Tribunal Administratif de Marseille,
- Monsieur Christophe BONNET, Commissaire Enquêteur, le Village 04410 Puimoisson,
- Monsieur le Président de la Chambre des Notaires des Alpes-de-haute-Provence.

**ARTICLE 6 - Délais et voies de recours :**

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du Préfet des Alpes-de-Haute-Provence ;
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, direction de la sécurité civile ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille ( 22-24, Rue Breteuil 13281 MARSEILLE Cedex 6 )

**dans un délai de deux mois à compter de sa notification.**



**Michel PAPAUD**